

LES
inspirations

ÉCO AFRIQUE

RAM

Des comptes «naturellement» africains

ZOOM

Sensibilisation, La caravane agricole OCP sillonne le Mali **P. 22**

CAHIER DE L'INTÉGRATION

L'Afrique, ou la croissance par l'endettement **P. 23-24**

INTERVIEW

Vincent Castel : Économiste pays en chef, Banque africaine de développement **P. 25**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Le Rwanda maintient son attractivité **P. 26**





BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Nouveaux riches

Il n'y a pas que le PIB qui croît en Afrique. Les grosses fortunes aussi progressent, creusant de plus en plus les écarts et inégalités entre les différentes couches sociales dans les économies africaines. C'est ce qu'indiquent les chiffres de l'étude publiée la semaine dernière par le cabinet Cap Gemini, co-réalisée avec le gestionnaire de fortune canadien RBC Wealth Management, et dont plusieurs médias du continent ont relayé, non sans une certaine fierté. Selon ce document, en effet, le patrimoine des individus fortunés africains aurait en effet augmenté de 7,3% en 2013, pour atteindre 130 milliards de dollars, et devrait rester sur un rythme de croissance de 6% par an d'ici 2016. Le nombre d'Africains détenant au moins un patrimoine évalué à un million de dollars a, de fait, augmenté l'an passé de 7,3% par rapport à 2012. D'ici 2016, la richesse des HNWI africains devrait augmenter de 6% par an, selon la même étude. Ce que les médias ignorent c'est qu'en dépit d'une décennie de forte croissance, l'Afrique ne détient toujours pas plus de 1% des richesses mondiales. De même, plus de 90% de ces richesses sont encore entre les mains d'une poignée de chanceux Africains. Le verre est donc loin d'être rempli pour forcer un regard optimiste sur la situation de répartition des richesses dans les économies africaines. La croissance inclusive, que tant de personnes appellent de leur vœu, tarde encore à se manifester. Seules quelques rares exemples de redistribution efficiente des richesses nationales existent. Du chemin reste encore à parcourir...

Émergence, le Bénin décroche 11 milliards de dollars

Un peu plus de 5.000 milliards de francs CFA (11,2 milliards de dollars): tel est le montant rassemblé par le Bénin pour le financement de sa nouvelle stratégie de développement. Le gouvernement béninois a annoncé, cette semaine, avoir récolté plusieurs engagements à l'issue de la «table ronde des partenaires pour le financement du développement du Bénin», tenue à Paris, les 18 et 19 juin. Les retombées ont même dépassé les attentes du pays. Les autorités étaient en effet parties pour 2.900 milliards de francs CFA d'engagements visés. Le plan de développement du pays -vision Bénin Alafia 2025- a pour objectif de faire du Bénin une des économies émergentes de la région et du continent.

Le Sénégal, «perspectives stables» selon S&P

L'organisme de rating financier Standard & Poor's (S&P) a annoncé en fin de semaine avoir reconduit la note souveraine à long et à court termes en monnaies étrangère et locale du Sénégal à «B+/B», avec perspectives stables. Dans un communiqué, l'agence de notation précise que le maintien de ce rating «s'explique essentiellement par une gouvernance et des institutions assez fortes par rapport aux autres pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest». L'organisme souligne également les différentes transitions politiques réussies par le pays, ainsi que l'absence de foyers de conflits, comme des facteurs qui ont largement plaidé en faveur de l'attractivité du Sénégal aux yeux des investisseurs étrangers. S&P rappelle par ailleurs que le pays est classé au 66e rang sur 177 pays dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International.



BOA Burkina, comptes mitigés

La filiale burkinabée du groupe Bank of Africa, lui-même filiale de BMCE Bank, vient de clôturer un premier trimestre assez mitigé. La banque affiche en effet un résultat net en recul de 9,2% par rapport à la même période en 2013, pour atteindre quelque 2,37 milliards de FCFA (4,9 millions de dollars). Le PNB de la banque a pourtant progressé de 5,3% (6,3 milliards de FCFA).

RAM atterrit au Tchad

Royal Air Maroc vient de rendre opérationnel la ligne aérienne Casablanca-N'Djamena. La capitale tchadienne devient ainsi la 32^e destination desservie par la compagnie nationale à raison de deux vols par semaine. La compagnie marocaine n'exclut pas d'augmenter son offre par une troisième fréquence, face à une demande en croissance. Les vols seront opérés en Boeing 737 nouvelle génération, pouvant accueillir 12 passagers en classe Affaires et 159 en Économique. Il faut souligner que ces vols desservent N'Djamena via une escale de 50 min à Niamey (capitale du Niger). La compagnie nationale envisage de passer à des vols directs dès qu'elle renforcera sa flotte long courrier dans les mois à venir, avec l'arrivée des avions de type Boeing 787 (Dreamliner). Cette nouvelle liaison renforce le réseau de la compagnie nationale dans le continent.

Glencore étend ses activités au Tchad

Selon plusieurs médias du continent, la société Glencore aurait financé pour 1,3 milliard de dollars le rachat par l'État tchadien des 25% de parts de Chevron, dans les concessions pétrolières de Doba. «Après sept mois de négociations, la République du Tchad et le groupe Chevron ont signé, le 24 avril, un accord portant sur le transfert à la République du Tchad des intérêts suivants, à un prix d'acquisition d'environ 1,3 milliards de dollars US, soit une participation de 25% dans le consortium Esso-Chevron-Petronas opérant en République du Tchad; une participation de 21,54% dans le capital de la société Tchad Oil Transportation Company (TOTCO); et une participation de 21,26% dans le capital de la société Cameroon Oil Transportation Company (COTCO)», selon le ministère tchadien de l'Énergie et du pétrole.

AGENDA

China Africa Investments Meetings: 24 et 25 juin



BMCE Bank et sa filiale Bank of Africa organisent, en partenariat avec la China Africa Joint Chamber of Commerce and Industry - CAJCCI - des rencontres B to B sur le thème du partenariat «China Africa Investments Meetings». Plus de 250 investisseurs et chefs d'entreprises du Maroc, de Chine et d'Afrique subsaharienne seront réunis pour sceller des partenariats dans divers secteurs d'activité.

9^e Forum sur le développement en Afrique (ADF-9): 12 - 16 octobre



Le 9^e Forum sur le développement en Afrique (ADF-9), qui a pour thème «Les modes de financement novateurs pour la transformation de l'Afrique», se tiendra à Marrakech du 12 au 16 octobre. Il offrira une plate-forme pour partager des connaissances clés et participer à plus de débats sur les mécanismes de financement novateurs.

RAM

Des comptes «naturellement» africains

● Les résultats du groupe confirment son nouveau positionnement sur le continent. 23% du chiffre d'affaires 2013 de l'activité passagers provient de cette région. Le transporteur totalise désormais 32 destinations dans la région.

Ce sont les premiers chiffres de RAM dans sa nouvelle posture panafricaine. Le transporteur commence à récolter les fruits de son récent repositionnement sur le continent africain. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 23% du chiffre d'affaires 2013 de l'activité passagers de la compagnie. Le transporteur totalise désormais 32 destinations dans la région, suite à une politique commerciale particulièrement agressive, caractérisée essentiellement par une densification de son réseau de dessertes. Le nombre de passagers transportés en Afrique subsaharienne est passé de 8% sur la période allant de novembre 2013 à février 2014, ainsi qu'à 34% sur la période de mars à mai 2014. Le trafic global opéré par le transporteur sur le continent se maintient ainsi sur un rythme de progression à 2 chiffres depuis janvier 2013. À la fin du mois de mai, cet indicateur progressait de 48%. «Le renforcement de l'ancrage de RAM en Afrique, l'augmentation de son offre sur le continent et l'amélioration de la structure de son réseau sur les destinations africaines les plus importantes ont permis d'accélérer la croissance du trafic et de



● Le trafic global opéré par le transporteur sur le continent se maintient sur un rythme de progression à 2 chiffres depuis janvier 2013. À la fin du mois de mai, cet indicateur progressait de 48%.

● ● ●
RAM emploie une vingtaine de nationalités dont une bonne partie est originaire de la région subsaharienne.

son chiffre d'affaires en Afrique», explique le transporteur dans un communiqué reçu hier.

Remue-ménage

En détails, la nouvelle posture panafricaine du transporteur s'exprime à travers la mise en place de plusieurs actions. RAM a ainsi boosté son offre vers les destinations du continent avec la multiplication des ouvertures de lignes et retravaillé la structure du réseau sur les destinations africaines, réaménagé le programme des vols pour certaines destinations de l'intérieur du continent comme Conakry, Libreville et Bamako. Comme pour se convaincre davantage et convaincre l'opinion publique de l'enjeu stratégique du continent, RAM se tourne vers la mixité de ses ressources humaines. Le transporteur emploie aujourd'hui une vingtaine de nationalités dont une bonne partie est originaire de la région subsaharienne. Ainsi, en 2015, 20% de l'effectif du PNC (hôtesse et stewards) de RAM seront de nationalités subsahariennes.

Le Mali bat des records

Dans le détail des pays, les derniers chiffres concernant le volume de passagers transportés placent le Mali à la tête des performances réalisées par destination ces derniers mois, soit à +76%, contre 56% sur la période allant de novembre 2013 à février 2014. La progression du nombre de passagers transportés en Côte d'Ivoire est, quant à elle, passée de 0% sur la période allant de novembre 2013 à février 2014, à 40% ces dernières semaines, alors qu'elle s'élève à 23% pour le Gabon contre un recul de 8% auparavant...

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Sensibilisation

La caravane agricole OCP sillonne le Mali

● 4 régions agricoles du Mali sont visitées, 1.600 agriculteurs maliens ont bénéficié de présentations techniques données par des agronomes marocains et maliens lors de chaque étape.

Une caravane OCP a sillonné différentes zones du Mali durant les mois de mai et juin, dans l'objectif de déployer un dispositif destiné aux agriculteurs de ce pays. La caravane est organisée en partenariat avec la société Toguna Agro-industrie, et avec le ministère malien du développement rural. Les escales ont concerné les régions agricoles maliennes de Bougouni, Sikasso, Niono et Mopti. Des techniciens et des agronomes ont accompagné la caravane, afin de proposer des solutions au mauvais rendement des champs, de renforcer les capacités des exploitants par l'introduction d'innovations techniques et par l'amélioration de la fertilisation en fonction des besoins des sols et des cultures. Selon OCP, la caravane a permis de former et de sensibiliser près de 1.600 agriculteurs maliens, qui ont bénéficié de présentations techniques données par des agronomes marocains et maliens lors de chaque étape. La Caravane agricole Toguna-OCP a été dotée d'importants moyens humains et matériels pour assurer sa réussite, dont particulièrement un laboratoire d'analyse des sols



● Plus de 1.600 agriculteurs maliens ont été rencontrés.

dépêché du Maroc. Pour OCP, l'Afrique représente la solution incontournable au problème de l'insécurité alimentaire mondiale. Pour le Mali, ce pays s'est engagé dans la subvention des intrants agricoles. Et pour cause, l'économie malienne est essentiellement agricole. Cependant, les récoltes dépendent presque totalement des aléas climatiques et surtout des inondations du Niger et de ses affluents. La majeure partie de la production provient de petites ex-

ploitations pratiquant une agriculture de subsistance. Les principales cultures vivrières sont le millet, le riz, le sorgho, le maïs et les arachides alors que le coton et la canne à sucre sont cultivés pour l'exportation. L'élevage constitue aussi une activité très importante. Mais, en raison de la sécheresse, la végétation au Mali est rare. Avec l'augmentation rapide de la population, les besoins croissants en bois de combustion ont entraîné une déforestation à grande

échelle. Alors que l'amélioration de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest fait face à de nombreux défis, développer le marché des engrais reste l'une des solutions les plus prometteuses, pour répondre à la demande croissante en produits agricoles. Actuellement, le continent africain représente pour le groupe OCP un important potentiel de développement agricole, apte à faire face aux enjeux futurs de la sécurité alimentaire. C'est dans ce sens qu'une usine intégrée de production d'engrais d'un million de tonnes, basée à Jorf Lasfar, sera entièrement dédiée à l'Afrique. Un partenariat industriel multidimensionnel a été également signé avec des partenaires au Gabon, pour la création de deux complexes intégrés de 2 millions de tonnes, permettant de couvrir au moins 30% de la demande du continent. D'autre part, la Carte de fertilité des sols a été adaptée au Mali, en Guinée et en Éthiopie et des tests agronomiques ont été effectués pour de nouveaux engrais enrichis en Guinée, au Ghana, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Kenya, en Éthiopie, en Tanzanie et au Mozambique. Des recherches ont permis de catégoriser des sols en Afrique et à développer de nouveaux produits adaptés aux besoins des cultures agricoles. C'est ainsi qu'ont vu le jour la gamme 'Teractiv' et les engrais complexes. Ces engrais sont enrichis en nutriments tels que le soufre, le magnésium, le calcium, le zinc, etc. Ils offrent des produits adaptés aux carences des sols africains, avec un impact étudié sur les rendements.

PAR **MOHAMED RAMDANI**
m.ramdani@leseco.ma

●●●
Les produits produits par l'OCP visent à résoudre les carences des sols africains et à améliorer les rendements.

RETROUVEZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE SUR :

www.leseco.ma

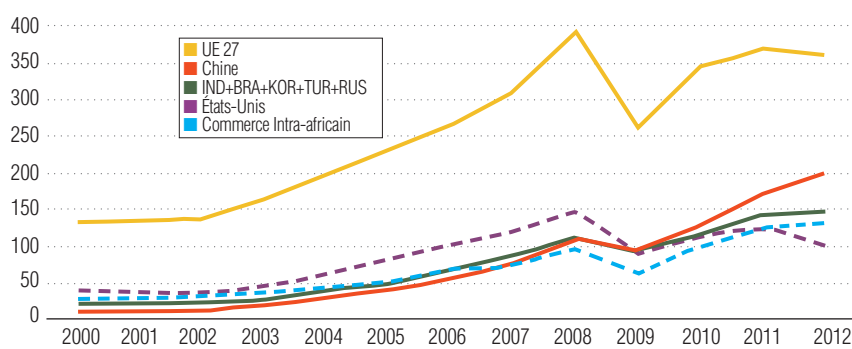
L'inspiration au quotidien

L'Afrique, ou la croissance par l'endettement

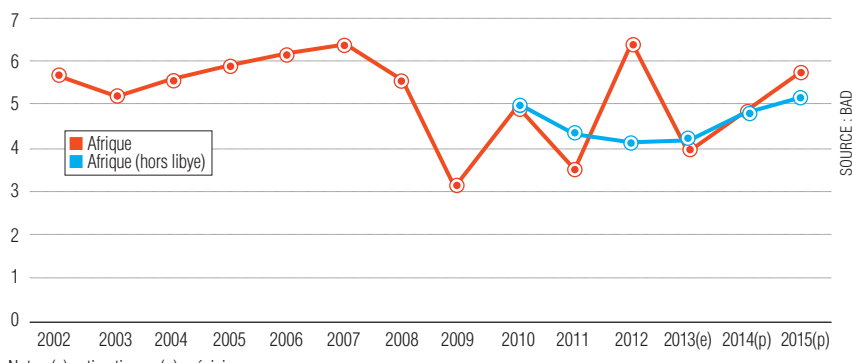
● La dernière livraison de la Banque mondiale sur les perspectives économiques du continent est favorable. La croissance de la région devrait être de 4,7% en 2014. Des risques d'endettement structurel pèsent cependant sur le continent.

Le continent maintiendra son rythme de croissance en 2014. 4,7% de taux de croissance globale, c'est la dernière actualisation apportée par la Banque mondiale sur la situation macroéconomique du continent. La dynamique économique africaine est en effet restée solide en 2013, pour une bonne partie des économies africaines. «La croissance du PIB de la région s'est raffermie, pour s'établir à 4,7%, contre 3,7% en 2012, grâce à de robustes investissements dans les secteurs des ressources et dans les infrastructures publiques», explique-t-on dans un communiqué de l'institution financière internationale. Les auteurs du rapport nuancent toutefois ces perspectives et sonne l'alarme. «Les contraintes intérieures et de durcissement des conditions mondiales ralentiront toutefois la croissance à moyen terme», selon ces derniers. L'organisme relève également des déficits des finances publiques et des comptes courants en aggravation dans toute la région, mais aussi une accentuation des déficits budgétaires. «D'ambitieux programmes d'investissement et de fortes hausses des salaires dans le secteur public et

ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE AVEC CERTAINS PARTENAIRES



CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (EN %)



Note : (e) estimations ; (p) prévisions

la progression des transferts et des subventions, conjugués à des niveaux de recettes peu élevés, dus à la faiblesse des cours des produits de base, ont contribué à la dégradation des soldes budgétaires, observée dans de

nombreux pays», explique-t-on. La Banque mondiale prend l'exemple de la Zambie, l'une des économies les plus stables en région australe, précisant que l'augmentation record de 45% des traitements des fonction-

●●●
La Banque mondiale relève aussi des déficits en matière de finances publiques.

naires en 2013 a placé les finances publiques sur une trajectoire non viable. L'endettement demeure un véritable joug pour une bonne partie des économies du continent. Selon la Banque mondiale, le ratio de la dette, par rapport au PIB, est resté élevé dans plusieurs pays. L'accroissement des déficits budgétaires en est la principale cause, suite à la hausse et à la multiplication des emprunts publics. Dans le détail des perspectives de croissance du continent, les appréciations varient d'un pays à un autre. Pour le groupe des pays à faible revenu, la dette publique a ainsi atteint 43,3% du PIB au Mozambique et 82,1% du PIB en Gambie en 2013. Au niveau du groupe des pays à revenu intermédiaire, le ratio de la dette au PIB s'est établi à 45,9% au Sénégal, à 60,1% au Ghana et à 95,0% au Cabo Verde. Pour les économistes de la Banque mondiale, ces situations laissent douter de la viabilité des finances publiques au cours des périodes à venir et témoignent de la nécessité de procéder à un rééquilibrage budgétaire pour reconstituer les marges de manœuvre. «Les États-Unis ayant commencé à réduire leur programme d'achat d'actifs durant l'année, les monnaies de l'Afrique du Sud et d'autres marchés pionniers, parmi lesquels le Ghana, le Nigéria et la Zambie, ont été assujetties à de très fortes pressions et les entrées de capitaux à court terme en Afrique subsaharienne ont fortement diminué, ce qui pourrait indiquer un changement d'attitude des investisseurs vis à vis de la région», décrit la même source.

Perspectives favorables

Le continent devrait rester sur une dynamique vigoureuse sur les deux prochaines années, en dépit des défis. Selon les projections, le taux de croissance du PIB de la région devrait demeurer au niveau de 4,7% en 2014 puis passer à 5,1% en 2015 et en 2016. Les investissements étrangers directs dans les secteurs des ressources, les investissements publics dans l'infrastructure et l'amélioration de la production agricole, seront les principaux facteurs de ce maintien. L'amélioration progressive de la situation en Europe devrait en être l'un des principaux facteurs. En effet, le raffermissement de la reprise dans les pays à revenu élevé est de bon augure pour la demande d'exportations et pour les flux d'investissement. Cela, même si, selon la Banque mondiale, le repli des cours des produits de base et le ralentissement de la croissance des marchés émergents doivent ralentir le rythme d'accroissement des entrées d'IDE dans la région, qui passeront seulement de 31,9 milliards en 2013 à 32,5 milliards de dollars en 2014, mais soutiendront néanmoins la croissance dans de nombreux pays». L'attention soutenue portée au développement des infrastructures publiques pour réduire les goulets d'étranglement au niveau de l'offre devrait, par ailleurs, «donner un nouvel élan à la croissance dans la région», conclut le rapport de la Banque mondiale.



bal de développement pour la période postérieure à 2015, soit après la date limite des objectifs du millénaire pour le développe-

Le financement de l'UE se concentrera sur un maximum de trois ou quatre secteurs par pays.

ment (OMD). «Nous sommes extrêmement heureux de cette déclaration, qui rassemble 79 pays ACP et les 28 États membres de l'UE. Elle montre que les points de vue et les positions concernant la stratégie post-2015 convergent et que nous sommes capables de faire bon usage de notre partenariat pour faire face aux problématiques mondiales», relève-t-on dans ce texte. L'UE et les pays ACP s'accordent, par ailleurs, selon la même source, sur la nécessité de disposer d'un cadre universel, s'articulant autour d'un ensemble unique d'objectifs, tout en tenant compte de la situation, des capacités et des niveaux de développement différents de chaque pays. Le nouveau cadre devrait intégrer de manière équilibrée les trois dimensions du développement durable et porter notamment sur des conditions de vie élémentaires afin d'assurer une vie digne pour tous, la promotion d'une croissance inclusive et durable, l'exploitation et la gestion durables des ressources naturelles, la bonne gouvernance, l'égalité et l'équité, des sociétés pacifiques et stables et une vie sans violence. ●

APD

Ce que promet l'UE...

● L'Union européenne a annoncé, le 19 juin dernier, 4,62 milliards de dollars d'aide au développement à 16 pays de la région ACP dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement, couvrant la période 2014-2020.

C'est en fin de semaine dernière que la Commission européenne et les représentants des pays du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) se sont retrouvés au Kenya pour faire le point sur leur niveau de coopération. L'Union européenne (UE), en l'occurrence, a annoncé, le 19 juin dernier, qu'elle allait accorder 4,62 milliards de dollars d'aide au développement à 16 pays de la région ACP dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement, couvrant la période 2014-2020. Une majeure partie des pays qui bénéficieront de cette manne financière sera africaine. En effet, le 19 juin dernier, les programmes indicatifs nationaux (PIN) au titre du 1^{er} Fonds européen de développement ont été signés pour chacun de ces pays. En Afrique, la liste comprend ainsi des pays signataires comme le Botswana, la

Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Mauritanie, le Niger, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Somalie, le Swaziland, la Tanzanie, le Nigeria. «Les programmes indicatifs nationaux sont fondés sur les politiques et stratégies des gouvernements qui reflètent leur analyse des besoins. Ils s'inscrivent dans le droit fil de la vision de l'UE pour l'avenir de la coopération au développement, le programme pour le changement qui plaide pour que les ressources soient ciblées là où elles sont les plus nécessaires et peuvent être les plus efficaces», précise la Commission européenne dans un communiqué repris par plusieurs médias du continent. «Le financement de l'UE se concentrera sur un maximum de trois ou quatre secteurs par pays afin que la coopération de l'UE produise un effet maximal, avec un rapport coûts-bénéfices optimal»,

ajoute la même source. Dans le texte de la déclaration commune sanctionnant cette rencontre, les deux parties se sont engagées à une meilleure coopération. «Aujourd'hui, le Conseil conjoint des ministres des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et des États membres de l'UE s'est mis d'accord sur une déclaration commune en faveur d'un programme glo-

Quid des OMD ?

Les deux parties se sont également arrêtées sur l'état d'avancement et sur les objectifs du millénaire pour le développement. Les acquis présentés par certains pays africains ont permis, selon le texte de la déclaration, depuis leur adoption en 2000, de réaliser d'importantes avancées en matière de développement à travers le monde. «Il est désormais admis que, pour la première fois, le monde dispose de la technologie et des ressources nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté une fois pour toute», explique-t-on auprès des organisateurs. Le programme pour l'après-2015 est une opportunité pour les deux parties de relever des défis structurels tels que la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable dans les économies africaines.



VINCENT CASTEL

Économiste pays en chef, Banque africaine de développement

«Le Maroc pourrait mieux se positionner sur le continent»

● Le royaume s'est inscrit dans une dynamique à la fois politique et économique. En encourageant le secteur privé à investir dans le reste du continent, le Maroc pourra améliorer sa compétitivité.

Les ÉCO : Les échanges entre le Maroc et la région subsaharienne demeurent limités en volume et en valeur. Le royaume aurait-il besoin d'améliorer son approche vers cette région du monde ?

Vincent Castel : Le Maroc s'inscrit effectivement dans une dynamique extrêmement positive sur la dernière décennie. Il s'agit d'une dynamique à la fois politique et diplomatique, notamment en termes de négociations et de conclusion d'accords dans plusieurs domaines, mais aussi économique, par la volonté du royaume de se positionner en tant que hub. Maintenant, je pense que la question à se poser est de savoir comment est-ce que le royaume pourrait mieux se positionner sur les marchés subsahariens, afin de tirer davantage parti de cette dynamique. Je pense qu'il y a deux points à garder absolument en mémoire. D'abord, il

y a encore matière à encourager et à promouvoir le développement du secteur privé marocain, à renforcer les écosystèmes PME afin d'améliorer leur compétitivité et la diversification de leur production, qui permettrait alors au Maroc de s'ouvrir de nouvelles opportunités, ainsi que de développement de ses capacités d'exportations de biens et services. Les résultats d'une de nos récentes

études menées à ce propos, soulignent en effet deux contraintes majeures sur lesquelles le Maroc est en train de travailler : le capital

Quel serait, concrètement, cette nouvelle posture ?

Le point sur lequel j'insisterai et que je trouve extrêmement important pour le Maroc dans ses rapports avec l'Afrique subsaharienne, c'est de ne pas perdre de vue le continent dans ses relations avec le monde. L'idée - et je pense que les autorités marocaines l'ont toujours en tête - ce n'est pas uniquement de servir de plateforme avancée pour les économies développées qui cherchent à renforcer leur présence sur le continent. Ce serait plutôt de faire en sorte que le royaume se place en véritable trait d'union pour permettre aux

Le partenariat du Maroc avec le reste de l'Afrique s'inscrit dans une logique win-win.

humain et le cadre réglementaire des affaires à même de favoriser un environnement très favorable aux affaires.



Les économies africaines sont en pleine transformation et cela va prendre du temps pour obtenir les résultats escomptés.

économies de l'UEMOA, de la CEMAC et de la CEDEAO, de pouvoir, grâce au Maroc, accéder à des marchés plus matures. À partir de là, je pense que le partenariat sud-sud prôné par le royaume se fera réellement dans une logique win-win.

Vous pensez que le Maroc tarde à le jouer ce rôle...

C'est quelque chose qui se construit dans le long terme. Les économies africaines sont en pleine transformation et cela va certainement prendre du temps pour arriver aux résultats escomptés. Ce que je constate, par contre, d'extrêmement positif et qui constitue une force dans les relations entre le Maroc et le reste du continent, c'est qu'il y a désormais cette sorte de tradition dans le secteur privé marocain d'intégrer les talents subsahariens au sein des entreprises. C'est le cas, par exemple, de Royal Air Maroc, de la société Managem et des trois grands groupes bancaires marocains.

Le support diplomatique semble nécessaire à la pénétration économique...

Cela prouve en effet qu'il y a une sérieuse volonté politique derrière toute cette dynamique de coopération économique renforcée avec le reste du continent. Je pense que c'est un facteur déterminant et hautement stratégique. Ce qui est remarquable, par ailleurs, c'est que le Maroc déploie tous ces efforts dans la difficile conjoncture que l'on connaît et en dépit du peu d'intégration économique qui caractérise ce continent.

Le Maghreb, justement, a encore beaucoup d'efforts à faire dans ce sens...

La dernière visite du roi dans ce pays est un signe extrêmement positif. Le Maghreb est encore une des régions du monde parmi les moins intégrées et qui gagnerait davantage à s'intégrer totalement. C'est pourtant une région qui regroupe des économies aux caractéristiques communes, aux potentiels quasi-similaires avec d'énormes complémentarités à trouver et à exploiter.

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE RWANDA (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	1424	2012	3407	2826	31,19%	2826	555	-80,36%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	550	3869	552	20110	1353,6%	20110	6919	-65,59%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	-874	1857	-2856	17284	-423,8%	17284	6364	-63,18%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
RWANDA

Taille

10,6 millions de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie

franc rwandais

PIB

7,7 milliards de Dollars US

Croissance PIB

7,5 en 2013, 7,5% en 2014 (Prévisions)

Région économique

Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL)

Doing Business 2014 :

32e mondial sur 189 pays (54ème au DB2013)

Le Rwanda maintient son attractivité

● L'économie du pays devrait croître de 7,5% cette année. La croissance a ralenti d'un point précieux en 2013 sous le double effet de la baisse de l'aide reçue par le pays et du ralentissement dans les secteurs de la construction et des services.



des appuis budgétaires extérieurs, ce qui constitue un risque latent pour sa dynamique de croissance, étroitement liée à la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs. Toutefois, la reprise de l'activité dans les pays avancés devrait permettre au pays de sauver la situation cette année, là où le secteur des services (commerce, finance, tourisme) devrait regagner en dynamique.

Déficits

Scrutant les déficits jumeaux à la loupe, on se rend compte que les évolutions sont bien diverses. Le déficit budgétaire devrait en effet être réduit en 2014, «le gouvernement prévoyant d'élargir la base fiscale, de supprimer certaines



Le pays est toujours exposé aux coupes des budgets extérieurs, ce qui freine sa dynamique de croissance.

exonérations et d'améliorer le recouvrement en automatisant les prélèvements». De plus, la politique de privatisation de plusieurs activités pourrait générer des recettes supplémentaires. Dans ce contexte, la dette publique devrait pourtant continuer à s'alourdir. «Le financement du centre d'affaires «Kigali Convention Center», l'endettement de Rwandair, l'émission d'Eurobond (450 millions de dollars) en avril 2013, devraient conduire à un endettement non concessionnel accru», explique-t-on chez Coface. Quant au déficit commercial, il devrait rester élevé cette année, creusé par la baisse des exportations de minéraux (liée aux questions de traçabilité) et de l'importance des importations en biens d'équipement. Des pistes d'amélioration existent, cependant, avec l'augmentation de la production de thé et de café, «qui pourrait modérer ce déficit». ●

En dépit d'un léger ralentissement de sa dynamique de croissance sur les deux dernières années, l'économie rwandaise continue d'émettre des signaux très positifs. À en croire en tout cas les dernières améliorations apportées au rating Coface, le climat des affaires de ce pays demeure encore plutôt attractif. Pour cette année, la croissance du pays devrait ainsi se stabiliser à 7,5% pour la deuxième année consécutive, un niveau légèrement en deçà de la barre des 8% atteinte entre 2011 et 2012. Selon les experts de l'organisme assureur-crédit, le ralentissement ainsi observé à partir de 2013 est la conséquence «des difficultés budgétaires des pays contribu-

teurs de l'aide et du ralentissement dans les secteurs de la construction et des services». Pour le premier facteur, le pays est toujours exposé aux coupes

Risque pays

Environnement des affaires est attractif : Le président P. Kagamé a été réélu en août 2010 pour un deuxième mandat de 7 ans. Les conjectures sur une modification de la Constitution soulèvent des désaccords, jusqu'au sein du Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir. La stabilité intérieure devrait être préservée. Le Rwanda est au centre des tensions dans les grands lacs. Les relations sont tendues avec le Congo démocratique, en raison des rebellions le long de la frontière commune. En mai 2013, la proposition tanzanienne de convier le mouvement FDLR (des extrémistes, selon Kigali) à négocier avec le Rwanda a provoqué l'ire des autorités et entraîné la crispation des relations bilatérales. Par ailleurs, la participation d'un contingent tanzanien à la mission des Nations-Unies, qui a soutenu les troupes congolaises et mis fin à la rébellion du M23 à l'est du Congo, n'est pas étrangère à ces discordes. Les tensions devraient retomber rapidement, mais elles risquent de fragiliser la Communauté de l'Afrique de l'Est et de ralentir les projets d'intégration. Le Rwanda a réalisé d'importantes réformes de l'environnement des affaires selon la Banque africaine de développement (renforcement des droits de la propriété privée, lutte contre la corruption, réduction des délais administratifs pour le démarrage d'une nouvelle entreprise).



BILLET

Thierry Ekouti,

Dir. pub - Le Quotidien de l'Économie (Cameroun)

Questions sur les APE

Après avoir décidé de s'associer aux autres pays de l'Afrique centrale, dans le cadre des négociations en vue de la signature des accords de partenariat économique (APE), le Cameroun va financer, pour le compte de la sous-région, une étude sur l'impact fiscal de cet accord sur les économies des pays concernés. Selon Pierre Moussa, le président de la Commission de la Cemac, il est faut savoir, avant la signature de l'accord en octobre prochain, ce que l'on va perdre suite à l'effacement des barrières douanières aux produits qui viendront de l'Union européenne, et surtout comment faire pour compenser ces pertes dans les caisses des États. Pourquoi l'idée d'une telle étude intervient-elle si tardivement? Sur quelle base le Cameroun avait-il alors signé tout seul l'accord d'étape en 2007? À quatre mois de la date butoir fixée par l'Union européenne pour ratifier cet accord, il faut craindre que cette étude ne soit pas menée à son terme à cause de délais trop courts, soit qu'elle soit bâclée avec, évidemment, un risque d'aboutir à des conclusions incorrectes aussi bien sur l'impact fiscal proprement dit que sur les modes de compensation susceptibles d'être mis en place. Surtout quand on sait que les statistiques et les archives ne sont pas forcément bien tenues dans cette partie du continent. Mais «mieux vaut tard que jamais», et le fait d'avoir pensé à cette étude permettra à coup sûr de disposer d'arguments plus solides et plus décisifs dans cette rude négociation. ●

Une voie ferrée pour exploiter un gisement de fer

● Cette infrastructure permettra d'exploiter la mine de Mbalam-Nabeba, située des deux côtés de la frontière entre le Cameroun et la République du Congo.

L'un des principaux projets d'intégration en Afrique centrale devra être une ligne de chemin de fer de 580 km reliant le Congo et le Cameroun. C'est en effet ce qu'il faut retenir de deux contrats signés récemment à Yaoundé et à Brazzaville. Le dernier contrat a été signé le 18 juin dans la capitale congolaise entre l'entreprise portugaise de travaux publics Mota-Engil et Congo Iron, la filiale congolaise de la société australienne d'exploitation minière, Sundance Resources. Le contrat veut que Mota-Engil construise 40 km de voie ferrée pour permettre d'évacuer le fer de la mine de Nabeba située dans le nord-ouest du pays vers Mbalam au Cameroun. Auparavant, le premier contrat avait été signé le 5 juin 2014 entre l'entreprise portugaise et Cam Iron, filiale camerounaise de la société australienne. Ici, ce sont au total 540 km de chemin de fer qui vont être construits pour relier la mine de fer de Mbalam dans le sud-est du pays et le port en eaux profondes de Kribi, situé sur le littoral atlantique. Ce qui fait un total de 580 km de chemin de fer à ériger. C'est en effet Sundance resources qui a été retenue pour exploiter ce gisement de fer qui chevauche la frontière des deux pays. Selon les estimations, son exploitation permettra de produire et d'exporter environ 35 millions de tonnes de fer pendant les 25 premières années, soit 22 millions de tonnes pour le Congo (Nabeba) et 13 millions de tonnes pour le Cameroun (Mbalam). Lors de la signature du contrat au Cameroun, il a été indiqué qu'en plus de la voie ferrée, le projet induit la construction d'usines de transformation et d'enrichissement du fer, ainsi que la construction d'infrastructures nécessaires à la production de minerais à haute teneur en fer destinés à l'export. L'on a également appris que le projet nécessitera la construction d'une centrale hydroélectrique de 350 mégawatts sur le fleuve Dja au Cameroun. Enfin, il est prévu la construc-



● L'exploitation du gisement permettra la production de 35 millions de tonnes pendant les 25 premières années.

tion d'un terminal minéralier au port en eaux profondes de Kribi, question de faciliter l'exportation du produit par voie maritime. Pour réaliser ce vaste chantier, l'entreprise portugaise s'est associée à Standard Bank, la principale banque sud-africaine, qui est chargée de mobiliser les financements qui sont estimés à environ 3.000 milliards de FCFA (milliards de dollars) en ce qui concerne la première phase de la par-

Au total, ce sont 540 km de chemin de fer qui seront réalisés.

tie camerounaise. «Si le total des investissements pour la première phase du projet est d'environ 3.000 milliards de FCFA, naturellement, aucune banque, aucun investisseur, ne peut supporter tout seul un tel niveau d'investissement. Résolument, nous avons fait le choix de conseiller à l'État de ne pas recourir à une garantie souveraine parce que cela plomberait le ratio d'endettement du Cameroun et ce n'était pas opportun parce que le projet est rentable, donc on doit garder notre capacité

d'endettement pour des projets pour lesquels les financements seront moins compliqués à obtenir», explique, dans les colonnes du Quotidien de l'Économie, Serge Yanic Nana, le conseil financier du gouvernement camerounais dans le projet. Après les travaux préliminaires prévus dès la fin de cette année, le calendrier de la concrétisation de ces infrastructures est censé commencer en 2015 pour s'achever en 2019, année du début de l'exploitation du minéral. «Nous allons commencer le travail cette année par le design, les relevés et les études géotechniques. Au total, nous aurons besoin d'une main d'œuvre de 5.000 personnes motivées, mais, nous avons aussi besoin d'entreprises locales désireuses de travailler pour ce projet», confirme Gilberto Rodriguez dans le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune. À en croire Serge Yanic Nana, les revenus moyens cumulés de l'État du Cameroun sur 25 ans seront de 300 milliards de FCFA (600 millions de dollars) «avec un peu moins de revenus les 10 premières années (Phase I) et beaucoup plus de revenus les 15 dernières années (Phase II)». ●

PAR JULIEN CHONGWANG
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun